

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط

+٥٥٤٤٥٤+ +٥٤٥٥٥٥+ | %٥٤٤٥

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2023



La situation économique en 2022

Et ses perspectives en 2023

Janvier 2023

Avant-Propos

Le Budget Economique Prévisionnel 2023 présente une révision du budget économique exploratoire publié au mois de juillet 2022. Il s'agit d'une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2022 et d'une révision de ses perspectives en 2023 et de leurs effets sur les équilibres macroéconomiques interne et externe.

L'élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, élaborées par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l'OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Ce budget se base également sur les résultats des comptes et enquêtes trimestriels et sur les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan. Il tient compte aussi des agrégats monétaires, des indicateurs des finances publiques et des statistiques des échanges extérieurs fournies respectivement par Bank Al Maghrib, par le Ministère des finances et par l'Office des Changes.

Les prévisions pour l'année 2023 sont basées sur l'hypothèse d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2022/2023 et sur les nouvelles mesures et dispositions annoncées dans la Loi des Finances 2023. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2021	2022	2023
Evolution de la croissance économique nationale (en %)			
❖ Produit Intérieur Brut	7,9	1,3	3,3
❖ Valeur ajoutée non agricole	6,6	3,4	2,7
❖ Valeur ajoutée primaire	17,6	-15,6	9,0
❖ Inflation	3,2	5,0	1,9
❖ Demande adressée au Maroc	11,2	7,6	3,2
Principaux Ratios (en % du PIB)			
❖ Déficit commercial	-15,6	-22,7	-20,0
❖ Besoin de financement	-2,3	-4,9	-4,1
❖ Déficit budgétaire	-5,5	-3,9	-5,2
❖ Taux d'endettement global	82,5	82,5	83,2

Ralentissement de la croissance économique mondiale en 2022 et 2023 ...

Dans un contexte géopolitique défavorable, la **croissance économique mondiale** devrait ralentir davantage en 2023 pour s'établir à 1,7% au lieu de 2,9% en 2022 et 5,9% en 2021¹. Les répercussions du conflit en Ukraine notamment les hausses spectaculaires des prix des matières premières, le durcissement des conditions monétaires et la persistance de la crise sanitaire en Chine, sont autant de facteurs qui expliquent ce net ralentissement de l'économie mondiale, qui serait plus important en l'absence des mesures de soutien publiques.

...suite à la décélération simultanée des grandes économies

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB devrait s'affaiblir passant de 5,9% en 2021 à 1,9% en 2022 et à 0,5% en 2023. La poursuite de resserrement de la politique monétaire en 2023 pour faire face à l'inflation devrait continuer de freiner les dépenses de consommation et l'investissement privé. La demande de main-d'œuvre et la hausse des salaires devraient s'affaiblir sous l'effet du ralentissement marqué de la production intérieure, ce qui devrait réduire en partie les tensions sur les prix. Toutefois, l'inflation sous-jacente ne devrait pas atteindre de la cible de 2% visée par la réserve fédérale avant la fin 2024. La politique budgétaire devrait se durcir en 2023 et 2024, en raison de l'expiration des dernières mesures de soutien budgétaires liées à la pandémie.

L'économie de **la zone euro** aurait été résiliente en 2022, réalisant une croissance de 3,3% grâce à la bonne tenue du secteur des services, notamment du tourisme, et aux différentes mesures budgétaires qui auraient soutenu l'investissement. En 2023, la croissance serait nulle impactée par la poursuite des répercussions de la crise énergétique, par les effets du durcissement de la politique monétaire et par l'essoufflement des mesures budgétaires.

L'économie **allemande**, fortement dépendante de l'énergie importée, devrait se contracter en 2023. Le secteur manufacturier et l'investissement devraient pâtir du maintien des prix de l'énergie à un niveau élevé et des pénuries des intrants, tandis que la reprise de la demande serait entravée par la forte inflation et l'effondrement de la confiance. **En France**, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'affaiblissement de la demande extérieure et la forte incertitude devraient freiner la consommation,

¹ Prévvision de la Banque Mondiale- 10 janvier 2023



les investissements et les exportations, ce qui devrait limiter la croissance économique à moins de 1% en 2023.

Croissance désynchronisée des économies émergentes

La croissance la plus robuste aurait été réalisée par **l'Inde** avec un taux de 6,9% en 2022 après 8,7% en 2021. Ce rythme de croissance devrait refluer à 6,6% en 2023 sur fond de modération des exportations et de la demande intérieure. En **Chine**, l'activité économique aurait été perturbée en 2022 par la succession d'épisodes de confinement et par la persistance des perturbations sur le marché immobilier. En 2023, la croissance économique chinoise devrait atteindre 4,3% après 2,7 % en 2022, stimulée par l'abandon de la politique « Zéro Covid » et par les mesures de relance monétaires et budgétaires notamment en matière d'infrastructure. Toutefois, ce rythme de croissance serait largement inférieur à la moyenne de 6,7% enregistrée durant la période 2015-2019.

En Russie, l'activité économique russe devrait continuer de décroître pour atteindre -3,3% en 2023 au lieu de -3,5% en 2022 suite à une demande intérieure en recul et à une baisse des exportations, en particulier d'hydrocarbures, sous l'effet de l'embargo pétrolier européen. Au Brésil, le ralentissement de la dynamique des exportations, les conditions restrictives de financement et l'orientation moins expansionniste de la politique budgétaire devraient limiter la croissance en 2023 à 0,8 % au lieu de 3 % en 2022.

Cours des matières premières impactés par le conflit en Ukraine ...

Après une hausse historique enregistrée en 2022, les prix des matières premières devraient évoluer en 2023 à des niveaux modérés en liaison avec la faiblesse de la demande mondiale. Toutefois les marchés des matières premières demeurent confrontés en 2023 à des fluctuations liées à l'évolution du contexte économique géopolitique et sanitaire mondial.

Le cours du baril du pétrole devrait avoisiner 88\$ en 2023 au lieu de 100\$ en 2022 après 70,4\$ en 2021². La dégradation du contexte économique mondial et la résurgence de l'épidémie en Chine devraient compromettre la demande du pétrole, ce qui devrait freiner l'effet de la baisse prévue de l'offre liée notamment aux sanctions appliquées sur les produits pétroliers russes.

² Banque mondiale janvier 2023

En 2022, **les prix du gaz** naturel auraient atteint des niveaux record en 2022. Le cours du gaz européen aurait rebondi plus fortement que les autres prix régionaux pour passer de 5,5 \$/mm btu en moyenne entre 2015 et 2020 à 16,2 \$/mm btu en 2021 et à 40 \$/mm btu en 2022, malgré les accords des Etats membres de l'UE de plafonner les prix et de réduire la consommation. A court terme, les perspectives s'avèrent plus sombres. Les prix devraient dépendre fortement du développement des capacités de substitution du gaz russe dans un contexte marqué par la concurrence des importations de gaz naturel liquéfié par la Chine.

Les cours des **principales matières premières agricoles**, qui auraient affiché des hausses à deux chiffres en 2022, devraient se replier légèrement en 2023 reflétant les perspectives d'une meilleure production mondiale et une baisse des coûts des intrants, en particulier les engrais. De même, les principaux métaux devraient continuer d'enregistrer des baisses des prix en 2023 en liaison avec le ralentissement de l'activité industrielle dans les pays avancés.

Dans ces conditions, le **volume des échanges mondiaux** devrait ralentir en 2023 enregistrant une évolution de 1,6 % après 4% en 2022.

... entraînant une persistante de l'inflation en 2023

L'inflation devrait rester élevée plus longtemps que prévu dans de nombreuses économies, malgré un resserrement important et rapide de la politique monétaire et une résolution de certaines difficultés d'approvisionnement sur les marchés des biens. Ainsi, l'inflation globale devrait rester élevée à 5,2% en 2023 après une hausse 7,6% en 2022, avant de baisser à 3,2% en 2024, restant au-dessus de sa moyenne de 2,3% durant la période 2015-2019.³

Par ailleurs, la monnaie européenne aurait connu une forte dépréciation en 2022 vis-à-vis du dollar de suite au rythme plus rapide de normalisation de la politique monétaire aux États-Unis et à la nette dégradation des perspectives de croissance dans la zone euro. Ceci aurait contribué à alimenter l'inflation dans la zone euro en renchérissant davantage les matières premières et les inputs importés. En 2023, le **taux de change de l'euro** devrait enregistrer une quasi-stagnation à environ 1,03\$ au lieu 1,18\$ en 2021⁴.

³ Banque Mondiale -Janvier 2023

⁴ Banque Central Européenne - Décembre 2022



Nette décélération de la croissance économique nationale en 2022 sous l'effet conjugué de la sécheresse et de l'inflation importée

L'économie nationale en 2022 aurait été impactée principalement par la sécheresse accusant une forte baisse du secteur primaire. De plus, les répercussions de la guerre en Ukraine notamment l'envolée spectaculaire des prix à l'échelle internationale, auraient freiné le rétablissement des activités non agricoles amorcé en 2021, aggravé fortement le déficit de la balance commerciale nationale et alourdi les charges de compensation en 2022.

L'activité agricole aurait affiché une baisse significative de la production céréalière durant la campagne agricole 2021/2022, imputable au déficit pluviométrique. Ainsi, et en dépit de la bonne performance des cultures printanières et de l'activité de l'élevage, bénéficiant des précipitations tardives enregistrées aux mois de mars et avril, **la valeur ajoutée agricole** hors pêche aurait affiché un repli de 15,2% en 2022 au lieu d'une hausse de 17,8% enregistrée en 2021.

De son côté, le secteur de la **pêche maritime** aurait affiché une tendance baissière durant l'année 2022 accusant un repli de plus de 21,4% de sa valeur ajoutée après une progression de 12,7% enregistrée en 2021. Ainsi, **la valeur ajoutée du secteur primaire** aurait baissé de 15,6% après une hausse de 17,6% en 2021, contribuant ainsi négativement à la croissance du Produit Intérieur Brut de 1,9 point.

Les activités non agricoles auraient enregistré une baisse de leur rythme de croissance, passant de 6,6% en 2021 à 3,4% en 2022, suite notamment aux contreperformances des activités secondaires.

Les industries de transformation auraient ralenti à 1,3% en 2022 au lieu de 6,1% en 2021, impactées par la flambée des prix des matières premières et des demi-produits, ainsi que par la baisse du rythme de croissance de la demande extérieure. La valeur ajoutée des industries chimiques aurait poursuivi sa tendance baissière pour la deuxième année consécutive, passant de -1,7% en 2021 à - 4,2% en 2022. A l'exception des industries pharmaceutiques qui auraient enregistré une amélioration de près de 10%, les autres industries auraient connu un ralentissement de leurs activités. Par ailleurs, les activités du secteur automobile auraient maintenu un rythme de croissance soutenu, tirées principalement par la bonne dynamique de la demande extérieure.

L'activité du **secteur minier** aurait affiché une valeur ajoutée en baisse de près de 8,4% en 2022 contre une légère hausse de 0,9% en 2021, reflétant le repli de la production du phosphate roche, suite à l'affaiblissement de la demande extérieure et celles des industries de transformation locales.

Le secteur du BTP aurait connu également un fléchissement de 0,4% en 2022 après une croissance soutenue de 10,3% enregistrée durant l'année 2021. Les répercussions de la flambée des cours des matériaux et des équipements de construction, auraient nettement impacté l'offre immobilière. De même, la demande en logements résidentiels aurait pâti de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages en 2022 en l'absence des mesures incitatives.

Dans ces conditions, **le secteur secondaire** aurait dégagé une valeur ajoutée en nette décélération à près de 0,4% en 2022 au lieu d'une hausse de 6,8% enregistrée en 2021, contribuant de 0,1 point seulement à la croissance du PIB au lieu de 1,8 point une année auparavant.

Les activités tertiaires auraient bénéficié de la reprise des secteurs du tourisme et du transport suite à la levée des restrictions de déplacement, au renforcement des dessertes aériennes et à la reprise de l'opération Marhaba 2022. Les principaux baromètres de l'activité touristique, notamment les recettes et les arrivées, auraient affiché un rattrapage de leur performance enregistrée en 2019. Les services du transport auraient continué de progresser en 2022 profitant du fort accroissement du trafic aérien des passagers. Néanmoins, les activités du commerce et autres services auraient été pénalisées par la contreperformance des activités primaires et par la hausse générale des prix.

De leur côté, les **services non marchands** auraient continué d'afficher une croissance soutenue de près de 4,8% en 2022 après 4,1% enregistrée en 2021, suite à l'accroissement des dépenses du personnel de l'administration publique.

Eu égard à ces évolutions, **le secteur tertiaire** aurait affiché un accroissement de 5,3% en 2022 contre 6,4% enregistrée en 2021, contribuant ainsi à la croissance du PIB de 2,7 points au lieu de 3,4 points en 2021.

Dans ces conditions, et compte tenu de l'évolution de 3,2% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, **la croissance économique nationale** aurait ralenti à **1,3% en 2022** après le rebond de 7,9% enregistré en 2021.



Concernant l'évolution **des prix intérieurs**, la flambée des cours des matières premières notamment des produits énergétiques et alimentaires au niveau international, aurait contribué à l'accentuation de l'inflation importée en 2022. De ce fait, le niveau général des prix mesuré par le déflateur du PIB se serait accéléré pour atteindre 5,0% en 2022 après 3,2% enregistré en 2021. L'inflation mesurée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation aurait connu une hausse remarquable de 6,7% en 2022 au lieu de 1,6% en moyenne durant la période 2015-2020.

Dans ce contexte de ralentissement de la croissance économique, et suite à la baisse du taux d'activité et des postes générés par les activités tertiaires qui auraient compensé les pertes enregistrées au niveau des secteurs du BTP et de l'agriculture, le taux de chômage au niveau national aurait légèrement baissé pour atteindre 11,6% en 2022, soit une diminution de 0,6 points par rapport à son niveau enregistré en 2021.

Ralentissement de la demande intérieure sous l'effet des pressions inflationnistes

La consommation des ménages aurait pâti de la baisse des revenus agricoles et d'un niveau d'inflation à caractère sans précédent qui aurait marqué l'économie nationale en 2022. Néanmoins, la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs notamment des MRE, aurait limité le ralentissement de la consommation des ménages à 2,2% en 2022 au lieu de 8,2% enregistré en 2021. Dans ce sillage, le pouvoir d'achat des ménages aurait enregistré un net recul de 1,9% au lieu d'une amélioration de 5,5% enregistrée en 2021, suite à une augmentation des prix à la consommation plus élevée que celle du revenu disponible brut qui aurait affiché une hausse de 4,5%, soit une nette décélération par rapport à 9,2% enregistré en 2021. De son côté, la consommation de l'administration publique aurait continué sa tendance haussière pour enregistrer un taux d'accroissement de 5,5% maintenant, ainsi, sa contribution à la croissance économique à un point.

Par ailleurs, le renchérissement des cours des intrants et le manque de visibilité relative aux perspectives économiques nationales, auraient affecté l'évolution de l'investissement brut. Néanmoins, les efforts déployés pour le maintien d'un niveau élevé d'investissement public dans un contexte difficile, auraient permis l'atténuation du ralentissement qu'aurait enregistré l'investissement brut national. Ainsi, la formation brute du capital fixe, après une croissance de 9,3% en 2021, aurait



connu une hausse modérée de 1,7% en 2022. Sa contribution à la croissance aurait été de 0,4 point au lieu de 2,4 points une année auparavant. En revanche, la variation des stocks aurait affiché une contribution négative à la croissance de l'ordre de 0,2 point, après une contribution positive de 1,4 point en 2021. Ainsi, **l'investissement brut** aurait affiché une décélération à 0,6% contribuant par 0,2 point seulement à la croissance au lieu de 3,8 points en 2021.

Au total, la **demande intérieure** aurait affiché une baisse de son rythme de croissance, passant de 9,1% en 2021 à 2,3% en 2022, contribuant à la croissance de 2,6 points au lieu de 9,7 points une année auparavant.

Accentuation du déficit commercial sous l'effet d'une hausse des importations des biens plus importante que celle des exportations

La performance des cultures printanières aurait contribué à l'accroissement des exportations nationales en produits agricoles et agro-alimentaires. En outre, les exportations de l'automobile et du textile auraient poursuivi leur performance profitant de la hausse des exportations du segment de la construction et du câblage pour l'industrie automobile, et des ventes des vêtements confectionnés et des articles de bonneterie pour l'industrie du textile. Toutefois, le volume des exportations nationales en matière de phosphate et de ses produits dérivés aurait connu une baisse en raison des perturbations qu'aurait connues le marché des fertilisants à l'échelle mondiale. Ainsi, **les exportations de biens et services** auraient poursuivi leur tendance haussière malgré les circonstances internationales défavorables, affichant en 2022 une croissance de 21,3% en volume au lieu de 8,7% l'année précédente.

Du côté des **importations**, et dans un contexte marqué par des difficultés croissantes d'approvisionnement à l'échelle internationale, la succession des campagnes agricoles moyennes et sèches aurait favorisé l'augmentation des besoins nationaux en produits alimentaires, notamment en céréales. En outre, les tensions qu'aurait connues le marché des produits énergétiques, conjuguées à la hausse des approvisionnements, auraient alourdi la facture énergétique. Toutefois, la baisse de l'investissement en liaison avec le manque de confiance quant aux perspectives économiques, aurait contribué à la décélération des importations en produits d'équipement et en demi-produits. Ainsi, les importations des biens et services auraient enregistré une hausse en volume de 19,7%. La **demande**



extérieure nette aurait continué, en conséquence, de contribuer négativement à la croissance économique avec - 1,3 point en 2022 après -1,8 point une année auparavant.

Le renchérissement des cours internationaux aurait profité aux exportations en valeur, notamment celles du phosphate et ses produits dérivés, mais il aurait également accentué la facture alimentaire et énergétique. Ainsi, **le déficit commercial** aurait affiché une accentuation prononcée, passant de 15,6% du PIB en 2021 à 22,7% du PIB en 2022. Par ailleurs, la bonne tenue des échanges de services, notamment ceux du voyage et du transport en lien avec l'ouverture des frontières et le retour des flux des touristes, aurait permis d'absorber en partie le fort accroissement du déficit commercial induisant à un déficit en ressources de près de 15,1% du PIB au lieu de 10,7% du PIB en 2021. Tenant en compte l'évolution des flux extérieurs nets représentant 7% du PIB, le **déficit du compte courant** se serait inscrit en accentuation, passant de 2,3% du PIB en 2021 à 4,9% du PIB en 2022.

Allègement du déficit budgétaire suite au bon comportement des recettes

Dans un contexte économique marqué par une forte inflation, la hausse exceptionnelle des recettes ordinaires en 2022 aurait permis d'atténuer les pressions sur le budget de l'Etat qui se serait alourdi suite aux mesures prises pour le soutien de l'économie.

Les **recettes ordinaires** auraient affiché une bonne tenue en 2022, progressant de près de 2 points du PIB comparativement à l'année 2021. Ceci s'explique par la hausse attendue à deux chiffres des recettes fiscales tirées à la fois par les impôts directs et indirects, pour atteindre près de 18,4% du PIB au lieu de 16,7% en 2021. Les impôts directs auraient bénéficié essentiellement de la progression des impôts sur les sociétés qui auraient atteint près de 4,4% du PIB au lieu de 3,5% en 2021. De leur part, les impôts indirects auraient continué d'augmenter pour atteindre près de 7,9% du PIB, sous l'effet de l'accroissement des droits de douane et l'amélioration des recettes de la TVA à l'importation qui auraient dépassé 4,1% du PIB, en liaison avec la hausse importante des importations des biens.

De même, les recettes non fiscales auraient continué de consolider leurs performances pour atteindre 3,3% du PIB au lieu de 2,5% durant la période 2018-2021. Elles auraient profité de la mobilisation des marges budgétaires supplémentaires, notamment les ressources tirées des financements innovants et également celles en provenance des établissements et entreprises publics.



Parallèlement, **les dépenses ordinaires** auraient connu un accroissement pour atteindre près de 20,9% du PIB en 2022 au lieu de 19,6% en 2021, sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses incompressibles de fonctionnement et de la caisse de compensation. L'augmentation des charges de compensation aurait été attribuable à la flambée des prix du gaz et des denrées alimentaires. Ces charges auraient inclus également les subventions accordées par l'Etat aux transporteurs afin d'alléger les répercussions de la hausse des produits énergétiques et maintenir le pouvoir d'achat des ménages. **Les dépenses d'investissement**, pour leur part, auraient atteint 5,7% du PIB en 2022 au lieu de 6,1% du PIB en 2021. De ce fait, **les dépenses globales** auraient poursuivi leur tendance haussière représentant 26,6% du PIB en 2022 au lieu de 25,7% du PIB en 2021.

Tenant compte de toutes ces évolutions, les finances publiques auraient dégagé un allègement du **déficit budgétaire** en 2022, qui se serait établi à 3,9% du PIB au lieu de 5,5% enregistré en 2021.

Maintien du poids de la dette publique

Le recours du Trésor depuis le début de l'année 2022 au marché intérieur pour couvrir son besoin de financement a exercé des pressions sur le marché primaire des bons du Trésor ce qui a induit au renchérissement du coût de la dette. Ainsi, l'évolution des levées et des remboursements du Trésor au niveau du marché des adjudications, aurait conduit à une augmentation de **l'encours de la dette intérieure du Trésor** de 8,4% pour atteindre près de 54,1% du PIB en 2022.

Pour alléger les pressions sur le marché domestique, et compte tenu des conditions peu avantageuses sur les marchés mondiaux, le Trésor a utilisé le reliquat de la LPL de 21,1 MMDH déposé à Bank AL Maghreb, comme ressource budgétaire pour financer sa dette extérieure.

Le Trésor aurait également fait recours aux financements extérieurs. Sa **dette extérieure** aurait enregistré un accroissement de près de 3,9% pour atteindre 15,5% du PIB en baisse de 0,4 point par rapport à son niveau enregistré en 2021. Globalement, la **dette totale du Trésor**, restant dominée par sa composante intérieure avec une part de 77,7%, aurait augmenté à 69,6% du PIB en 2022 au lieu de 68,9% une année auparavant.

Tenant compte de la **dette extérieure garantie**, représentant 12,9% du PIB, la dette extérieure publique aurait baissé à 28,4% du PIB en 2022. Globalement, **l'encours de la dette publique globale** se serait maintenu à 82,5% du PIB.



Hausse des crédits bancaires alimentés principalement par les crédits de Trésorerie

Dans ce contexte marqué par une inflation inédite, la banque centrale a procédé à deux hausses successives du taux directeur en septembre et en décembre 2022 pour le situer à 2,5%. Ce resserrement monétaire, le premier depuis 2008, qui vise à juguler les tensions inflationnistes d'origine externe et un retour à une stabilité des prix, n'aurait pas d'effet significatif en 2022.

Dans ces conditions, les crédits bancaires auraient connu une progression de près de 6% en 2022, portée essentiellement par la hausse de 15,7% des comptes débiteurs et crédits de Trésorerie représentant près de 25% de l'encours bancaire. Cette évolution aurait été due principalement au recours croissant des entreprises aux lignes de crédits afin de pouvoir gérer la hausse des prix des intrants, notamment importés. En outre, les crédits immobiliers auraient connu des évolutions modérées, contre une stagnation des crédits à l'équipement.

Les **créances nettes sur l'administration centrale** se seraient accrues en 2022, sous l'effet de la poursuite du recours du Trésor au marché intérieur et de l'utilisation du reliquat de la LPL de 21,1 milliards de dirhams déposé auprès de la banque centrale. Parallèlement, **les réserves en devises** nettes se seraient améliorées, mais leur part dans la création monétaire aurait baissé pour représenter près de 19,2% en 2022 au lieu de 20% en moyenne entre 2018-2021.

De ce fait, et compte tenu de l'évolution du PIB en 2022, la **masse monétaire** aurait affiché une croissance de 6,1% au lieu de 5,1% en 2021.

Les perspectives économiques nationales en 2023

Les perspectives économiques nationales pour l'année 2023 tiennent compte d'un environnement international fort contraignant marqué par la poursuite des tensions géopolitiques et par le maintien des prix à des niveaux élevés, entraînant un ralentissement du volume du commerce mondial qui ne n'augmenterait que de 1,6% après 4% en 2022. La demande mondiale adressée au Maroc devrait, par conséquent, afficher une baisse de son rythme d'accroissement passant à 3,2% en 2023 contre 7,6% en 2022. Toutefois, les hypothèses retenues au niveau des autres indicateurs extérieurs tablent sur le maintien des transferts des MRE et sur une légère hausse des recettes voyages et des IDE par rapport à 2022.

Ces perspectives prennent en compte les nouvelles dispositions de la loi des finances 2023 notamment en matière de politique fiscale, d'investissement public et de soutien des prix à la consommation. Ces projections se basent également sur une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2022/2023, conjuguée à une consolidation des autres cultures et de l'élevage.

Le retard pluviométrique et les retombées de la sécheresse sévère de la campagne précédente attestaient d'un début difficile de la campagne agricole 2022-2023. Néanmoins, les dernières pluies du mois de décembre devraient bénéficier aux cultures pluviales et au cheptel.

Sur la base des hypothèses susmentionnées, le **secteur primaire** devrait afficher une valeur ajoutée en hausse de 9% en 2023 au lieu d'une baisse de 15,6% attendue en 2022.

Pour leur part, les activités secondaires devraient continuer de subir l'impact négatif de la décélération de la demande extérieure et du maintien des prix des matières premières à des niveaux élevés quoiqu'en légère baisse.

Dans ces conditions, et en dépit de la hausse des investissements publics en matière d'infrastructure et des mesures incitatives pour l'acquisition des logements par les ménages à revenus limités, le secteur du BTP devrait continuer de pâtir du renchérissement des inputs et du resserrement des conditions de financement. Il devrait réaliser une croissance faible de 1,2% au lieu d'un fléchissement de 0,4% en 2022. De sa part, le secteur minier devrait connaître une reprise estimée à 2,8% après une baisse de 8,4% en 2022 suite à l'accroissement prévu de la demande des engrais au niveau international, en ligne avec les besoins en céréales et en produits alimentaires de base en 2023. De même, l'activité



industrielle devrait afficher un accroissement de 1,9% en 2023 au lieu de 1,3% en 2022, tiré principalement par une légère reprise des industries chimiques et par le maintien d'une croissance soutenue de l'industrie automobile et de l'agroalimentaire en 2023. Ainsi, le rythme de croissance **du secteur secondaire** devrait rester modéré, passant de 0,4% en 2022 à 1,9% en 2023.

Quant **au secteur tertiaire**, il devrait enregistrer une décélération de sa valeur ajoutée en 2023 suite notamment au ralentissement des activités marchandes après une année de rattrapage pour les services touristiques et de transport. Sa croissance devrait se situer à 3,1% après 5,3% attendue en 2022, alors que les activités non marchandes devraient maintenir leur rythme de croissance aux alentours de 4,5% en 2023.

Compte tenu de ces évolutions sectorielles et d'une croissance de 2,7% des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, **le Produit Intérieur Brut** devrait enregistrer une progression de l'ordre de **3,3% en 2023** après 1,3% en 2022.

Les **prix intérieurs** connaîtraient en 2023 une légère augmentation en lien avec la baisse des pressions sur les matières premières à l'échelle mondiale. Ainsi, l'inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, devrait se situer à 1,9% au lieu de 5% attendu en 2022.

Légère reprise de la demande intérieure en dépit des niveaux élevés des prix

La demande intérieure continuerait de soutenir la croissance économique nationale en 2023, avec une contribution au PIB plus importante qu'en 2022. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB devrait rester négative en 2023.

La consommation des ménages, bénéficiant de l'accroissement prévu des revenus agricoles et du niveau soutenu des transferts des MRE, devrait connaître un rythme de croissance de 2,4%, contribuant de 1,4 point à la croissance économique. Tenant compte d'une amélioration **de la consommation publique** de 6,7%, en lien avec la hausse de 14,3% des dépenses des autres biens et services en 2023, la consommation finale nationale devrait enregistrer une progression de 3,4% contribuant ainsi de 2,7 points à la croissance en 2023.

De son côté, l'Etat devrait poursuivre son soutien à l'économie nationale à travers l'augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée à l'investissement public, qui devrait atteindre 300 MMDH au titre de



l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, l'incertitude qui caractérise la conjoncture actuelle et le resserrement du marché monétaire devraient peser sur l'expansion de l'investissement privé. Ainsi **l'investissement brut** devrait progresser de 2,6%, au lieu 0,6% en 2022, sa contribution à la croissance passerait de 0,2 point du PIB en 2022 à 0,8 point en 2023. Ainsi, **la demande intérieure** devrait afficher un accroissement de 3,2%, contribuant de 3,5 points à la croissance économique nationale en 2023.

Par ailleurs, la décélération de la demande étrangère devrait limiter le rythme de croissance en volume des exportations des biens et services à 4,2%. De même, le volume des importations devraient ralentir à 3,7%. Ainsi, la contribution de la **demande extérieure** à la croissance devrait rester négative avec -0,2 point en 2023.

Légère atténuation du déficit courant

En valeur, les exportations et les importations des biens devraient nettement ralentir après leur fort rebond en 2022 sous l'effet conjoint de la baisse de la demande extérieure réduisant les besoins en intrants et de l'atténuation prévisible des pressions sur les prix au niveau international. **Le déficit commercial** devrait, en conséquence, se situer aux alentours de 20% du PIB en atténuation par rapport à 2022. Tenant compte d'une décélération des échanges nets des services, après le rebond enregistré en 2022, le **déficit en ressources** devrait connaître un allègement pour atteindre 13,3% du PIB en 2023.

Par ailleurs, et compte tenu d'une croissance du PIB en valeur de 5,3% conjuguée à une hausse de la consommation nationale de 5,1%, **l'épargne intérieure** devrait se maintenir à 20,9% du PIB au lieu de 22,3% du PIB en moyenne durant la période 2017-2021. Les revenus extérieurs, représentant 6,5% du PIB, devraient porter **l'épargne nationale** à 27,4% du PIB en 2023 au lieu de 27,8% du PIB l'année précédente. Tenant compte du niveau d'investissement représentant 31,5% du PIB au lieu de 32,7% en 2022, **le besoin de financement** de l'économie nationale devrait connaître un allègement pour atteindre 4,1% du PIB en 2023 au lieu de 4,9% du PIB attendu en 2022.

Déficit budgétaire en accentuation sur fond de ralentissement des recettes fiscales

Le maintien du soutien de l'économie à travers l'accroissement de l'enveloppe budgétaire dédiée à l'investissement, conjugué au niveau élevé des charges de compensation et des dépenses incompressibles de fonctionnement, devrait peser sur la situation des **finances publiques** en 2023.



Dans ce sillage, **les dépenses ordinaires** devraient s'inscrire en hausse de 3,4% pour atteindre 20,7% du PIB au lieu de 20,9% prévu pour 2022 suite au niveau élevé des dépenses de compensation qui devrait avoisiner 2,4% du PIB et à la tendance haussière des dépenses des autres biens et services et celles de la masse salariale.

Quant aux **recettes ordinaires**, elles devraient afficher une baisse de leur rythme de croissance pour se situer à 21,6% du PIB au lieu de 22% du PIB, suite à la décélération des recettes fiscales qui devraient atteindre 17,6% du PIB. De leur côté, les recettes non fiscales devraient s'inscrire en hausse sur fond de la poursuite de mobilisation des mécanismes de financement innovants en 2023.

Par ailleurs, les dépenses d'investissement devraient atteindre 6,3% du PIB, entraînant un déficit budgétaire de l'ordre de 5,2% du PIB en 2023 au lieu de 3,9% du PIB prévu en 2022.

Alourdissement de l'endettement

Le Trésor devrait emprunter en 2023, selon le PLF 2023, près de 130 MMDH contre 105,38 MMDH en 2022, dont plus de 69 MMDH provenant des emprunts internes et 60 MMDH des emprunts externes ; ce qui devrait alourdir le poids de la dette du Trésor par rapport au PIB. Le taux d'endettement du Trésor devrait, ainsi, augmenter à 70,8% du PIB, composé de 54,6% du PIB de la dette intérieure et 16,3% de la dette extérieure. Tenant compte du recul attendu de la dette extérieure garantie par l'Etat à 12,4% du PIB en 2023 au lieu de 12,9% en 2022, **le taux d'endettement public global** devrait atteindre près de 83,2% du PIB en 2023 contre 82,5% en 2022.

Resserrement des conditions de financement dans le sillage de la désinflation mécanique

Le changement dans l'orientation de la politique monétaire dans le but de juguler la poussée inflationniste à travers la hausse du taux directeur, devrait impacter la demande des crédits bancaires qui peinent toujours à retrouver leur dynamique.

La conjoncture économique morose devrait intensifier le recours aux crédits de Trésorerie qui devraient dépasser le niveau de 25% de l'encours des crédits bancaires en 2022 après 22% en moyenne entre 2014 et 2021. L'augmentation des taux d'intérêts devrait impacter négativement l'accès au financement et pénaliser davantage les perspectives d'évolution de l'activité du tissu productif qui demeure en phase de rétablissement et en besoin d'un soutien perpétuel. Les secteurs productifs dont



la demande et l'offre sont stimulées par le financement bancaire devraient subir, en plus des répercussions du renchérissement des intrants de production, l'augmentation des coûts des emprunts. Ceci intervient dans un contexte marqué par un report de la demande notamment pour le secteur du BTP qui peine à surmonter ses difficultés structurelles et qui reste un secteur à fort potentiel d'emploi.

En outre, la dépendance étroite de l'inflation des produits importés, le poids de l'économie informelle, le niveau de l'inclusion financière, sont autant d'éléments qui pourraient compromettre l'effet escompté de ce changement dans l'orientation de la politique monétaire, notamment sur l'évolution des prix qui devrait décélérer mécaniquement en 2023 sur fond du recul des cours internationaux des matières premières.

Tenant compte du niveau actuel des taux d'intérêt, du sentier de croissance économique et de l'évolution du niveau général des prix, les crédits à l'économie devraient afficher une hausse modérée de 3,9% en 2023 au lieu de 6,4% prévue en 2022. Par ailleurs, les avoirs nets de réserves devraient s'accroître pour permettre de couvrir 5,9 mois d'importations en réalisant une progression de 2,8% par rapport à leur niveau en 2022.

Les créances nettes sur l'Administration Centrale devraient garder leur tendance haussière en liaison avec le recours du Trésor au marché domestique pour satisfaire ses besoins de financement. Tenant compte de toutes ces évolutions, la masse monétaire devrait s'accroître de près de 5,1% en 2023 au lieu de 6,1% attendu en 2022.



ANNEXE

	2020	2021	2022*	2023**
Valeurs Ajoutées et PIB en volume (en %)				
Valeur ajoutée totale	-7,0	7,8	1,1	3,4
Valeur ajoutée primaire	-7,1	17,6	-15,6	9,0
Valeur ajoutée non agricole	-6,9	6,6	3,4	2,7
Valeur ajoutée secondaire	-5,2	6,8	0,4	1,9
Valeur ajoutée tertiaire	-7,9	6,4	5,3	3,1
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)	-8,4	8,8	3,2	2,7
PIB non agricole (VA +ITS)	-7,1	6,8	3,4	2,7
PIB en volume	-7,2	7,9	1,3	3,3
Variation du prix implicite du PIB	0,1	3,2	5,0	1,9
Equilibre Ressources et Emplois en volume en %				
Consommation finale	-4,4	7,5	3,0	3,4
Ménages résidents	-5,6	8,2	2,2	2,4
Administrations publiques	-0,5	5,6	5,5	6,7
FBCF	-10,0	9,3	1,7	2,8
Exportations de biens et services	-15,0	8,7	21,3	4,2
Importations de biens et services	-11,9	11,8	19,7	3,7
Ratios des principaux indicateurs macroéconomiques en % du PIB				
Epargne intérieure	21,5	22,0	20,8	20,9
Epargne nationale	27,6	28,8	27,8	27,4
Investissement brut	28,8	31,1	32,7	31,5
Solde de financement	-1,2	-2,3	-4,9	-4,1
Déficit budgétaire	-7,1	-5,5	-3,9	-5,2
Dettes publique globale	87,6	82,5	82,5	83,2
Dettes de Trésor	72,2	68,9	69,6	70,8
Réserves nettes en mois d'importations	9,6	8,2	5,8	5,9

